Françoise BIRCK, *L'École des Mines de Nancy (ENSMN) 1919-2012 . Entre université, grand corps d'État et industrie*

Nancy, PUN-Éd. universitaires de Lorraine, coll. Histoire des institutions scientifiques, 2013, 420 pages

Thomas Lerosier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9403>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9403

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2014

Pagination : 361-363

ISBN : 978-2-8143-0233-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Thomas Lerosier, « Françoise BIRCK, *L'École des Mines de Nancy (ENSMN) 1919-2012 . Entre université, grand corps d'État et industrie* », *Questions de communication* [En ligne], 26 | 2014, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9403> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.9403>

intellectuelles, qui « relève[nt] professionnellement d'un monde bien spécifique, celui du politique » (p. 268), ou bien lorsqu'il dénonce un « rapport au passé comme pathologie sociale » (p. 279).

S'agit-il uniquement d'un livre d'histoire ? Dans une certaine mesure, l'ouvrage de Marc-Olivier Baruch pourrait être soumis aux mêmes critères qu'il mobilise pour critiquer différents travaux en histoire. Il n'y a certes pas, chez lui, de volonté de définir ce que serait *La France* ou de s'arroger le droit d'en proposer; en tant qu'historien, une définition qui serait de ce fait plus légitime. Cependant, le livre reflète les aspirations d'un homme d'État, la trajectoire d'un haut fonctionnaire de l'administration, et témoigne d'une normativité qui articule raison d'État et jugement historiographique. On retrouve ce type d'approche dans de nombreux passages : dans le cadre de la délibération et sanction du délit d'expression raciste (1972), l'appréciation du discours d'Alain Terrenoire, « qui n'hésita pas à mettre les points sur le i » et chez qui « il est remarquable de noter la haute tenue, et en même temps la précision, des interventions » (pp. 54-55), l'allusion au discours de Jacques Chirac du 16 juillet 1995, « historiquement et moralement impeccable » (p. 78), la mémoire gaulliste jugée « assez forte pour se protéger toute seule » (p. 85), ou encore les considérations selon lesquelles « on peut et on doit reconnaître que les pieds-noirs et les Harkis furent sacrifiés par le pouvoir gaulliste à une raison d'État imposant la paix » (p. 94). Ce sont là quelques-unes des appréciations qui reflètent le sens normatif véhiculé auquel nous faisons référence, la dernière arguant d'une raison d'État que l'auteur accepte et légitime, contrairement à d'autres (la non-repentance, par exemple) qu'il rejette sans concession.

Cela n'invalide nullement les nombreux enseignements que réserve la lecture de l'ouvrage ainsi que l'entreprise, parfois teintée de sarcasme et d'ironie amère, de désacralisation du travail de l'historien (p. 211). L'ouvrage comporte de très nombreux axes qui peuvent à la fois être approuvés et faire l'objet d'une lecture critique. Il reflète un courage intellectuel qui ne doit pas être déprécié. Pour cela, et par sa densité, on peut espérer que cet ouvrage sera partie prenante des débats et suscitera de nombreuses discussions parmi les historiens et les intellectuels en général.

Humberto Cucchetti

*Ceil, Conseil national de recherches scientifiques
et techniques, AR-CI 083ACA
hcucchetti@ceil-conicet.gov.ar*

Françoise BIRCK, *L'École des Mines de Nancy (ENSMN) 1919-2012. Entre université, grand corps d'État et industrie.*

Nancy, Presses universitaires de Nancy-Éd. universitaires de Lorraine, coll. Histoire des institutions scientifiques, 2013, 420 pages

Avec cet ouvrage, Françoise Birk livre une monographie institutionnelle de l'École des Mines de Nancy. Elle s'inscrit dans le courant très dynamique des études portant sur les institutions d'enseignement supérieur et de formation des ingénieurs. Ce courant est notamment animé par les directeurs de la collection Histoire des institutions scientifiques Laurent Rollet et Marie-Jeanne Choffel-Mailfert. L'enjeu principal du livre est de montrer les répercussions sur le long terme des caractéristiques institutionnelles de l'école. L'auteure structure ses chapitres selon un ordre temporel s'étalant des lendemains de la guerre franco-prussienne (1870-1871) aux années 2000. Dans les sept premiers chapitres, Françoise Birk propose une monographie riche et précise de l'École des Mines de Nancy ; dans les chapitres suivants, elle dresse une chronologie fine du projet Art, technologie, management (Artem) et entreprend de faire apparaître les contraintes historiques qui pèsent sur les montages institutionnels contemporains. L'histoire de l'école est alors reléguée au second plan au profit d'une description longue et méticuleuse des six années de conception dudit projet de sorte que l'événement le plus contemporain s'étale sur presque un tiers du livre. Ce dernier a été rédigé à partir de deux rapports élaborés par l'auteure, mais non publiés. L'un, rédigé en 1994, concerne l'histoire de l'École des Mines de Nancy durant la première moitié du ^{xx}e siècle ; plus récent, l'autre porte sur le « processus de construction institutionnelle » (p. 21) d'un projet de rapprochement entre trois écoles nancéiennes. Le livre souffre alors d'un certain déséquilibre que ne parvient pas à effacer l'armature générale du texte.

L'étude débute au lendemain de la défaite de 1871 alors que Nancy a vocation à accueillir étudiants et professeurs venus des régions annexées par l'Allemagne. En France, les réformateurs républicains sont les porteurs d'un « courant qui considère que la science doit jouer un rôle dans le développement industriel » (p. 36) et « améliorer la compétitivité des entreprises françaises face à la concurrence allemande » (p. 48). Dans ce but, ils envisagent de créer des centres universitaires en province. Sous leur impulsion, plusieurs institutions sont créées dans le giron de la faculté des sciences de Nancy. Entre 1887 et 1919, huit instituts et écoles d'enseignement supérieur

technique voient le jour. Après la Première Guerre mondiale, le système d'enseignement supérieur technique doit assurer le relèvement économique. L'idée générale repose sur la spécialisation géographique de la formation des ingénieurs et techniciens. De plus, le retour des anciennes régions annexées induit un besoin considérable d'ingénieurs afin de gérer les mines de charbon qui s'y trouvent. Le projet de création d'un Institut métallurgique et minier à Nancy intervient en 1917 : « La faculté des sciences se saisit de cette nouvelle occasion de collaborer avec les milieux économiques régionaux » (p. 93). Elle fournit des locaux, tandis que le milieu industriel prend en charge le financement de l'école. Enfin, l'université doit composer avec un autre acteur de poids, le corps des Mines dont elle a besoin pour enseigner « l'art des mines » (p. 96). Cette polarité originelle, exposée dès le titre du livre, établit la spécificité institutionnelle de l'École des Mines de Nancy. Son autre spécificité est de former des ingénieurs spécialisés tout en recrutant « sur le même programme que celui des grandes écoles » (p. 102), contrairement à ces dernières « qui visent surtout à faire des savants » (p. 101). Ceci tend à la distinguer à la fois des instituts d'enseignement supérieur technique nancéiens et des écoles des Mines de Paris et Saint-Étienne. L'École nancéienne ne sera jamais inscrite dans le réseau prestigieux des Écoles des Mines, sans être tout à fait un institut d'université. Par la suite, Françoise Birck montre comment ces caractéristiques affecteront la trajectoire institutionnelle de l'école sur le long terme.

La période de la Seconde Guerre mondiale est marquée par l'installation du débat concernant l'équilibre entre logique marchande et logique « de l'honneur » (p. 127). C'est également durant cette période difficile que l'Association des anciens élèves entreprend, sans réel succès, de lui faire intégrer « le club des grandes écoles » (p. 125). Après la Libération, un décret prévoit la transformation des instituts d'université en Écoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI). Il a pour « but d'uniformiser le niveau d'étude ainsi que le fonctionnement administratif des différents établissements » (p. 148) aux dépens du prestige des écoles les plus anciennes et, plus particulièrement, de « "la marque" de l'école des Mines » (p. 152). En 1951, elle devient l'École nationale supérieure de métallurgie et de l'industrie des Mines de Nancy. Cette époque correspond également à l'implantation du modèle de développement américain – par l'intermédiaire du plan Marshall –, à la mise en place de l'économie planifiée ainsi qu'à l'ouverture progressive de l'enseignement supérieur. L'école profitera elle aussi de cette période faste

pour enfin augmenter ses effectifs et se réformer en profondeur. Françoise Birck décrit admirablement les enjeux de la réforme engagée par Bertrand Schwartz, un ingénieur du corps des Mines investi localement dans la coopération entre université et industrie. Ladite réforme introduit à Nancy une nouvelle figure de l'ingénieur caractérisée par des qualités telles l'inventivité, l'adaptabilité et la connaissance du monde économique. L'école réduit ses enseignements tout en continuant de former des ingénieurs pour les industries minières ou métallurgiques, de constructions mécaniques et électriques, les grandes sociétés nationales (Électricité de France, Société nationale des chemins de fer) ainsi que pour la recherche académique publique (Centre national de la recherche scientifique, Commissariat à l'énergie atomique) et privée. Plus tard, en réaction à la réforme d'Edgar Faure qui prévoit, en 1968, la mise en place des unités d'enseignement et de recherche des universités, l'Institut national polytechnique de Nancy (INPL) est créé sur la base d'une fédération des différentes ENSI. Néanmoins, l'INPL souffre de la trop grande dispersion et de l'autonomie des écoles qui le composent et ne parviendra jamais à définir une véritable stratégie d'ensemble. Ensuite, l'analyse laisse peu de place aux années 70 et moins encore à la décennie suivante. Ainsi regrette-t-on de ne pas en savoir plus sur la manière dont ont été gérées, au sein de l'école, « les difficiles mutations des secteurs métallurgiques et miniers qui touchent particulièrement la Lorraine » (p. 236).

La suite du livre est consacrée à la mise en place d'un projet de coopération – le projet Artem – entre l'école des Mines de Nancy, l'Institut commercial de Nancy (ICN) et l'École nationale supérieure d'art de Nancy (Ensa). L'événement qui sert de point d'ancrage à ce nouveau et ambitieux projet est le « rapport Attali » de 1998 (*Pour un modèle européen d'enseignement supérieur*, Paris, ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie). Ce dernier dénonce un « danger imminent pour les établissements français, désormais confrontés à la concurrence mondiale » (p. 245). La réforme dite licence, master, doctorat (LMD), la conférence de Bologne et la politique de développement des pôles d'enseignement supérieur et de recherche constituent un cadre politique favorable. À ce stade de l'étude, l'auteure entreprend de décrire les difficultés « d'un mode de régulation » qui se borne à fixer des orientations et des principes généraux. Selon elle, « cette méthode laisse aux établissements le soin de définir leur stratégie et sa traduction en actions concrètes avec toutes les tensions qu'elles entraînent (définition de priorités, redistribution des budgets, des postes) quitte à laisser parfois les acteurs, au gré des changements

gouvernementaux, sans boussole » (p. 251). Du point de vue des institutions, le projet Artem se met difficilement en place car il « oblige à un partage, donc à une redéfinition des pouvoirs en place » (citation du chef de projet, 23 mai 2002, p. 337). Françoise Birck consacre un long détour à l'histoire de l'ICN (pp. 259-288) et à ses difficiles relations avec l'université Nancy 2 qui freinent la réalisation projet. Cependant, l'école est soutenue par les milieux industriels français et par les acteurs politiques locaux. Finalement, la « congruence », pour reprendre un mot cher à l'auteure, entre le projet Artem et la politique nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche évoquée plus haut joue en sa faveur.

L'analyse institutionnelle au long cours révèle comment les projets institutionnels les plus rationnels peuvent être affectés par des contraintes historiques rarement perceptibles par les acteurs. La grande qualité de cette monographie repose sur l'habileté de l'auteure à inscrire les dynamiques locales dans des enjeux nationaux. Ainsi montre-t-elle comment l'exercice impose, pour être tout à fait pertinent, un dépassement du « seul intérêt monographique » (p. 300). Françoise Birck signale la force des enjeux institutionnels et leurs effets sur le long terme. Elle démontre la nécessité d'étudier, à l'aube de nouveaux projets institutionnels, ce « "temps universitaire" long, au cours duquel, malgré les réformes, l'ancien continue son emprise souterraine » (p. 30). La transformation du savoir historique en ressource pour les acteurs est au principe de ce que l'auteure appelle « l'histoire appliquée » (p. 30) et justifie peut-être le déséquilibre mentionné au début de cette note. Néanmoins, le choix d'une approche exclusivement institutionnelle éclipse totalement la question de l'évolution des contenus scientifiques ainsi que celle de l'organisation de la recherche au sein de l'école. On peut poser l'hypothèse selon laquelle ces deux axes auraient donné une épaisseur historique plus grande à l'étude et un angle nouveau pour saisir la spécificité de cet établissement. Bien que l'ouvrage évoque régulièrement la fonction des réseaux et des médiateurs – ces acteurs qui connectent les sphères institutionnelles, ministérielles, industrielles, etc. –, on peut regretter que l'auteure ne pousse pas l'analyse plus avant. D'autant que la proposition théorique n'est pas tout à fait convaincante et occupe une place marginale dans le livre. L'auteure puise son schéma explicatif dans la sociologie des régimes d'actions (Boltanski L., Thévenot L., 1991, *De la justification, les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard). Pour justifier leurs initiatives, les acteurs se réfèrent à un ensemble de valeurs spécifiques à leur groupe

social d'appartenance, c'est-à-dire à leur « monde ». En prenant pour point de départ l'opposition entre « monde "civique" » et « monde industriel » (p. 24), Françoise Birck entend rendre compte des différentes logiques qui animent les acteurs nancéiens. Cependant, ce cadrage conduit à une naturalisation des identités et des dispositions, lesquelles gagneraient à être examinées et décrites au cas par cas. Une telle approche permettrait d'éclairer les motivations des acteurs et leurs évolutions dans le temps et de concilier, par-là, l'épaisseur de l'histoire sociale et culturelle et la précision de l'analyse institutionnelle.

Thomas Lerosier

PLC, université Grenoble Alpes, F-38000
thomas.lerosier@upmf-grenoble.fr

Christian DELPORTE, *Come Back ou l'art de revenir en politique*.

Paris, Flammarion, 2014, 310 pages

Silvio Berlusconi, Jacques Chirac, Georges Clemenceau, Charles de Gaulle, Nicolas Sarkozy... Tous ces hommes politiques ont en commun d'être sortis un jour du milieu politique, soit volontairement, soit parce qu'ils y étaient contraints, et, un autre jour, d'y être revenus. Est-ce pour autant le signe que l'on ne meurt jamais en politique ? Rien n'est certain. En revanche, il existerait bel et bien un art de revenir en politique. L'ouvrage de Christian Delporte en fait la démonstration. Ce spécialiste de l'histoire des médias et de la communication politique et professeur d'histoire contemporaine à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines a étudié un siècle de départs, retours ou tentatives de retours en politique, notamment en France, sans pour autant s'interdire de regarder au-delà de nos frontières. Le travail de cet auteur familier du champ politique ne se limite pas à une approche historique, tout comme il ne délivre pas un récit uniquement descriptif ou linéaire. Son regard convoque aussi, sous une forme atténuée, d'autres disciplines des sciences humaines. En effet, l'étude offre une lecture presque ethnographique du milieu observé. Les parcours et exemples choisis pour cette analyse pointue de la sphère politique mettent en lumière certains aspects, d'une part, de la nature humaine et, d'autre part, du fonctionnement de nos sociétés démocratiques. Le livre se présente également comme un éclairage sur la façon dont l'homme politique d'une manière générale « dialogue » avec l'opinion publique. La démarche est, certes, empirique ; elle repose en grande partie sur différentes sources et écrits journalistiques, des témoignages et des ouvrages publiés par les protagonistes eux-mêmes. Mais, pour